

---

NICOLAS SAUTEREAU

nsa@swavocats.com

---

Avocat à la Cour

#### FORMATION

Doctorat en droit public – Université de Picardie Jules Verne

Master 2 Professionnel – Droit et gestion des agents publics – Université de Bourgogne

Diplômé de l'Institut de droit public des affaires

#### ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE

Avocat au Barreau de Paris depuis 2017, Nicolas SAUTEREAU est diplômé d'un Master 2 Droit des agents publics (Université de Bourgogne), d'un Doctorat en droit public (Université de Picardie Jules Verne) et de l'Institut de droit public des affaires (IDPA).

Ayant bénéficié de plusieurs expériences de longue durée en administration locale et centrale (Ministère de l'Education nationale, Département de Saône-et-Loire) ainsi qu'en cabinet d'avocats (Flichy Grangé Avocats), il a pu appréhender de nombreuses problématiques, en droit de la fonction publique et en droit public du travail.

Co-fondateur de l'association du droit de la fonction publique, il publie régulièrement dans les revues spécialisées (*Actualité juridique fonctions publiques – La semaine juridique, édition administration et collectivités territoriales*) et des ouvrages collectifs sur l'actualité du droit de la fonction publique.

Chargé d'enseignements (contentieux constitutionnel, droit administratif, droit de l'administration électronique, etc.) dans différentes universités depuis dix ans (Sceaux, Dijon, Amiens), il assure actuellement les cours magistraux de « *Droit des agents non-titulaires* » et de « *Droit de la protection sociale des agents publics* » dans le Master 2 professionnel Gestion des ressources humaines de la fonction publique à l'Université de Bourgogne.

Nicolas SAUTEREAU a rejoint le Cabinet en 2017, et a ainsi intégré le pôle « Fonctions publiques ».

#### PUBLICATIONS

### *Ouvrages (contribution à des ouvrages collectifs)*

---

- 2016      Resolving individual labour disputes : A comparative overview (In M. Ebisui, S.Cooney and C.Fenwick (Dir),. *Éditions de l'Organisation internationale du travail*, 2016, 350 p. – corédacteur de la partie consacrée au règlement précontentieux et contentieux des litiges individuels au travail en France dans le secteur public)

- 2014 La Paix et la constitutionnalité des accords de défense (In, R. Porteilla, J. Mekhantar, (Dir), Paix et Constitution, *Editions Eska* 2014. pp. 315- 344)
- Sécurisation des parcours professionnels et protection sociale : Quels droits pour les agents publics à l'heure de la flexisécurité ? (In C. Fortier (Dir.), Les trente ans du Titre premier du statut général des fonctionnaires : et après ?, *Dalloz Coll. Thème et commentaire*, 2014, pp. 243-262)
- L'administration électronique : De nouvelles perspectives pour la transparence et la participation ? » (In, D. Custos, (Dir), La transparence, principe de gouvernance, Coll. A la croisée des droits, *Brylant*, 2014 pp. 225-251)

## Articles

- 2017 La décorrélation du point d'indice risque de freiner la mobilité (*interview pour Acteurs publics.com*, 24 juillet 2017)
- Les transformations du droit de la fonction publique au prisme de la loi El Khomri (*JCPA* 2017, n°16, 2115)
- L'insuffisance professionnelle du fonctionnaire et la question du reclassement – note sous CE, 19 janvier 2017, *Ministère de l'éducation nationale* (*JCPA* 2017, n°13, 2086)
- L'insuffisance managériale de l'agent public – note sous CE, 20 mai 2016, *Communauté urbaine de Strasbourg* (*JCPA* 2016, n° 41, 2271)
- 2016 Le dialogue social dans la fonction publique et la loi du 20 avril 2016 : l'artificier est encore à la manœuvre...pour le moment ! (*JCPA* 2016, n°24, Étude 2176)
- La loi NOTRe et le petit cycle de l'eau : de l'erreur stratégique à la stratégie masquée ? (*JCPA* 2016, n°23, Etude 2171)
- La (re)programmation du fonctionnaire vertueux, commentaire de la loi du 20 avril 2016, (*La Gazette de l'Institut de Droit Public des Affaires de l'Ecole de Formation du Barreau (EFB) de Paris*, 17 mai 2016, n°19)
- 2015 Primauté du droit de grève sur le respect du principe de parité des négociations collectives note sous Cour EDH – 1<sup>ère</sup> Section. – 27 novembre 2014 – n°36701/09 - *Hrvatski Lijecnicki sindikat c/ Croatie* (*Journal du Droit International (JDI) Clunet*, oct 2015, n°4, chron. 7)
- Détermination des moyens syndicaux dans la fonction publique : la puissance de l'Administration confirmée ? – Note sous CE 23 juillet 2014, *Syndicat national des collèges et lycées et autres*, req n°358349 (*JCPA* 2015, n°8, 25 février 2015, p. 37)
- 2014 Élections professionnelles : l'artificier et l'architecte en balance (*AJFP* 2014, p.313)
- 2013 Sécurisation de l'emploi : le fonctionnaire est mort, vive la personne ? (*AJFP* 2013 p. 301)
- 2011 Vers un dialogue social rénové dans la fonction publique ? (*AJFP*, 2011, p.93)